

Compte rendu du CSE Réseau des 7 et 8 février 2024



Toutes les images de ce compte rendu ont été générées par IA.

En introduction, la directrice du réseau se dit “pragmatique” mais reste étrangement mutique face aux évolutions à venir.

Un dialogue social proche du néant, notamment sur le rapprochement envisagé avec Radio France et les économies qui pourraient être exigées à France TV. Notre pragmatisme au SNJ nous pousse à refuser en bloc ces mauvais coups qui, après le désastreux Tempo, vont encore maltraiter davantage les salariés du réseau France 3.

[Voir notre liminaire ici.](#)

Ce premier CSE de l'année a abordé des thèmes aussi variés que la semaine à 4 jours réservée à certaines antennes bien dotées, l'avenir de l'expérimentation peu concluante de l'automate overdrive, ou encore le rapport détaillé de la commission antennes et information sur les éditions et le numérique.

▶ AU SOMMAIRE

- [Antenne et programme : les mauvaises ondes de la direction](#)
- [Le grand leurre des 4 jours](#)
- [Mauvais bulletin santé à France 3 Lorraine](#)
- [Overdrive : stop ou encore ?](#)
- [Open média : l'irritant par excellence !](#)
- [En bref...](#)

Antenne et programme : les mauvaises ondes de la direction

Les débats ont vite tourné autour du flirt poussé avec France Bleu. Alors que la nouvelle ministre de la Culture défend bec et ongle sa “BBC à la française” et rêve d’une holding digne de feu l’ORTF, nos directions régionales s’affichent déjà en bons petits soldats. Des JRI détachés sur des matinales de France Bleu, des équipes hybrides constituées à la hâte et des projets de PAE où les moyens sont mutualisés. Mais rassurez-vous, puisque Isabelle Staes nous promet que ce ne sont que “des collaborations ponctuelles”. Pour le SNJ, il s’agit plutôt d’expérimentations sauvages qui ont débuté sans cadre ni convention.

Les élus ont demandé à l’unanimité la tenue rapide d’un CSE extraordinaire sur cette fusion qui ne dit pas son nom en raison de pratiques non cadrées.

À France 3, les projets mortifères se suivent et se ressemblent. Une enquête qualitative confirme les alertes que nous avons lancées avant la diffusion des éditions ICI.

Principal enseignement : les téléspectateurs restent attachés à leur info de proximité et zappent au moment du décrochage. La partie nationale et internationale est boudée selon un sondage peu représentatif, mais c’est surtout le changement horaire qui bouscule en priorité les sondés.



Une info régionale qui va être au régime sec pendant les JO, avec des JT réduits à un quart d’heure pour laisser place à nos champions. Le réseau est décidément le grand perdant de cette année olympique.

[Lire ici le compte rendu de la commission antennes et information régionale.](#)





Le grand leurre des 4 jours

La réflexion menée dans quelques régions pilotes autour d'une organisation du travail hebdomadaire à 4 jours semble bien mal embarquée.

Ces ateliers locaux issus de la signature du protocole de levée de grève en décembre dernier par 3 organisations syndicales sur 5 (seuls SUD et SNJ ont refusé de signer) laissent déjà apparaître des inégalités de traitement.

Mauvais bulletin de santé à France 3 Lorraine

La direction régionale a répondu très partiellement aux préconisations des élus car elle préfère la punition à la prévention suite à des comportements inappropriés dans cette antenne.

Une direction qui n'a pas attendu la fin de l'enquête pour dégainer une sanction.

D'abord parce que les directions régionales n'ont pas les mêmes moyens humains ni la même volonté.

Ensuite parce que, comme l'a rappelé Isabelle Staes, directrice du réseau : *"il n'y aura pas d'ETP supplémentaire pour l'organisation à 4 jours"*. Autrement dit, les antennes les moins dotées en personnel risquent d'être oubliées des 4 jours. Tout le monde ne sera pas logé à la même enseigne. Le passage aux 4 jours risque donc d'accentuer les "disparités historiques" (terme employé par I. Staes) entre antennes, mais aussi entre salariés. Certains métiers ne sont pas concernés comme les monteurs et les reporters de terrain.

En bref, une organisation qui apparaîtra certainement aux yeux de beaucoup de salariés comme inégalitaire et discriminatoire.

Pour mémoire, le SNJ exigeait un accord négocié sur tout le réseau, mais cette proposition a été rejetée par la direction qui préfère négocier au cas par cas. Décidément, le progrès social n'est pas l'apanage de nos dirigeants.



À quand une vraie formation au droit du travail et aux risques psychosociaux pour certains responsables RH du réseau ?

Les élus du CSE réclament en vain des formations communes avec les managers sur ces questions de santé. Silence radio de la direction ce qui en dit long !

Overdrive : stop ou encore ?

Michael Friedrich, Directeur de l'Exploitation et des Moyens du Réseau France 3, est venu en CSE pour répondre à cette question et sa réponse est : "encore".

Encore des tests pour comprendre pourquoi certaines fonctionnalités d'overdrive ne sont pas optimales.

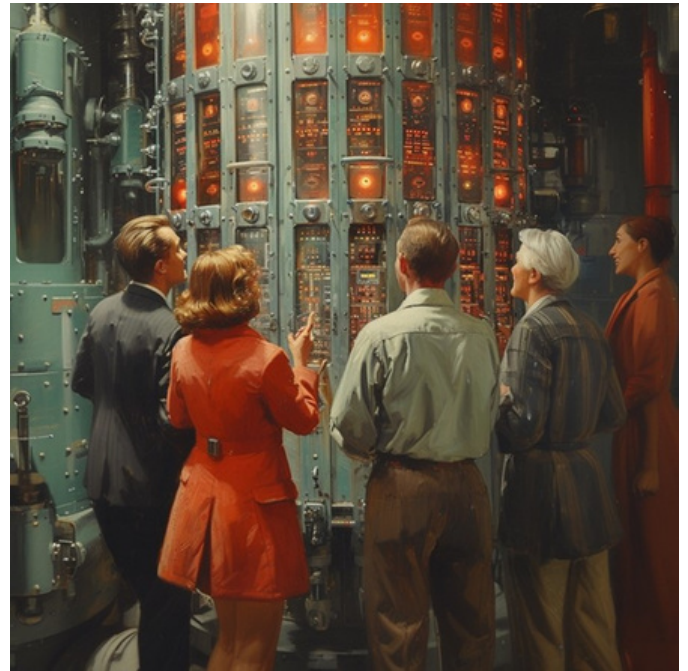
Encore du temps pour un matériel développé en 2018 et qui va finir par dépasser sa durée d'amortissement avant même d'avoir été utilisé.

Encore attendre les résultats prévus pour juillet 2024 sachant que les nouvelles régies COSMA sont déjà annoncées pour 2025.

Encore vouloir installer coûte que coûte les 8 overdrives déjà achetés par France TV dans les régies MOSAR.

De leur côté, les élus ont encore et toujours la conviction que ce projet n'a pour seul but que de supprimer des effectifs en régie.

Par ailleurs, nous avons appris que les JO servaient de tremplin pour la mise en place du réseau IP terrawan devant relier tous les sites de France TV en réseau très haut débit et que cette technologie servirait à relier les nouvelles régies COSMA.



Après 4 années de tests plus ou moins réussis, il serait peut-être temps d'arrêter les frais pour cet automate qui ressemble à un tonneau percé.

Open média : l'irritant par excellence !



Les bugs à répétition du NRCS engendrent une série inquiétante de risques psychosociaux chez bon nombre de salariés. Stress et anxiété ou encore lassitude et perte de confiance, le quotidien des utilisateurs a de quoi questionner.

Malgré cela, ce déploiement qui continue tambour battant jusqu'en mars 2025 va-t-il s'améliorer? "On espère", nous dit la direction.



La direction brosse néanmoins devant le CSE réseau un tableau quasi idyllique tout en comptabilisant tous les dysfonctionnements majeurs depuis plusieurs semaines.

La liste est impressionnante pour un logiciel sur étagère censé être plus efficace que feu "Mona-Lisa".

Mais ne vous inquiétez pas, une "task force" est sur le coup.

Traduction : une équipe technique d'intervention veille jour et nuit sur le malade en tentant avec le fabricant allemand de corriger le tir.

La liste de dysfonctionnements qualifiés d'irritants par la direction a également eu le même effet sur vos élus.

Alors que ce logiciel possède des atouts majeurs pour les antennes, son instabilité gâche malheureusement sa mise en place et la confiance indispensable des utilisateurs dans leur outil de travail quotidien.

En bref...

- ▶ La nouvelle organisation pyramidale de la direction du réseau ressemble à un jeu de chaises musicales avec un simple échange de postes et un goût de déjà-vu. À noter que le numérique ne figure plus dans la grille de ce nouvel organigramme. Une direction toujours aussi lointaine, déconnectée et incapable de fournir des réponses précises en instance.

- ▶ C'était une ancienne promesse de Philippe Martinetti : un poste de chargé de la prévention des risques n'a toujours pas trouvé preneur dans ce millefeuille structurel malgré la trentaine d'alertes sur la santé qui pèse dans le réseau.
Prière de patienter... pour qu'un nom sorte enfin du chapeau, car cette direction semble ouvrir, avec ce nouveau poste, un large parapluie pour s'abriter en cas d'annonces de mauvais augure.
- ▶ Dans le genre très irritant, le logiciel de gestion des programmes de l'entreprise "Sherlock", qui a posé de sérieux problèmes de stabilité auprès des utilisateurs du Siège, sera finalement déployé dans le réseau sans que le CSE soit consulté.
Un nouveau passage en force ?
- ▶ Le CSE a saisi un cabinet d'avocats suite à l'assignation de la direction qui conteste en justice le vote d'une expertise en janvier dernier pour risque grave sur la santé à la locale de Nîmes.
- ▶ Enfin, un audit sera réalisé pour faire le point sur la restauration collective au sein du réseau.
Une expertise nécessaire à l'heure où la direction de l'immobilier rêve de remplacer les dernières cantines dans les antennes par des frigos connectés.

Paris, le 9 février 2024

Prochaine CSSCT :
le 15 février

Prochain CSE:
les 21 et 22 février

Vos élus et représentant SNJ:
Jean-Manuel Bertrand, Julien Lecoq, Vincent Habran
et Hervé Colosio.